

CONCILIER INTÉRÊT POUR LA SCIENCE ET INTÉRÊT POUR LA SOCIÉTÉ :
POUR UNE SOCIOLOGIE POSITIVE.
ÉTUDES EN SOCIOLOGIE DE LA STRATIFICATION SOCIALE ET DE L'ÉDUCATION

Louis-André Vallet

Intervention liminaire d'Habilitation à diriger des recherches
École des Hautes Études en Sciences Sociales – 22 mars 2005

Madame, Messieurs, chers collègues, s'il me fallait résumer en quelques phrases et en toute sincérité les vingt-cinq ans qui viennent de s'écouler et me séparent de cette année universitaire 1979-1980 durant laquelle, après avoir entrevu l'analyse scientifique et les travaux sociologiques sur la mobilité sociale, j'ai décidé de bifurquer vers cette discipline, je dirais simplement ceci. J'ai été impressionné par la figure du *social scientist* à l'anglo-saxonne, telle que je me la suis représentée à partir de la découverte et de la lecture des grandes revues internationales de sociologie, c'est-à-dire la figure d'un scientifique des sciences sociales qui, en raison de sa maîtrise tant des méthodes modernes de l'analyse statistique que de leur application à de vastes ensembles de données sociales, était capable d'établir de nouvelles connaissances de la sociologie, conçue comme science de l'analyse des sociétés et de leur dynamique. J'ai été impressionné par cette figure et je n'ai eu de cesse que de tenter, dans mes propres travaux, de m'en rapprocher et, ce faisant, de réduire l'interrogation que constituait pour moi le fait que ce mode de scientificité « dure » ou encore cette forme de positivisme qui m'attirait et me semblait *légitimement* dominer les grandes revues de langue anglaise ne me paraissait pas occuper une position aussi centrale dans le monde de la sociologie française.

Les deux volumes que je présente aujourd'hui en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches réunissent l'essentiel de la recherche empirique que j'ai réalisée, seul ou en collaboration, au cours de ces dix dernières années et dans mes deux domaines d'investigation privilégiés. D'une part, la sociologie de l'éducation avec l'analyse des trajectoires scolaires des enfants issus de l'immigration dans la société française. D'autre part, la sociologie de la stratification sociale avec l'analyse de l'évolution de l'inégalité des chances sociales en France depuis le milieu du View metadata, citation and similar papers at CORE. Downloaded by Sciences Po Institutional Repository COBE rought to you by le siècle. Dans le chapitre d'itinéraire, j'ai aussi éprouvé le besoin d'indiquer comment j'ai progressivement trouvé ma voie, entre la sociologie de Raymond Boudon et celle de Pierre Bourdieu. Et j'ai voulu enfin reconnaître combien aujourd'hui je me sens intellectuellement *proche* de John Goldthorpe et des conceptions qu'il exprime, notamment dans son dernier ouvrage *On Sociology. Numbers, narratives and the integration of research and theory*, comme de sa façon d'emboîter ainsi le pas de Robert Merton et de Paul Lazarsfeld.

Je voudrais aujourd'hui compléter cet ensemble en exprimant brièvement ce que j'entends par l'expression de sociologie *positive* qui figure dans mon titre, et en précisant également la façon dont j'essaie de concilier aujourd'hui mes intérêts proprement scientifiques et mon intérêt pour la société.

Une sociologie positive, c'est en premier lieu pour moi une sociologie du présent, une sociologie du *temps* présent. Cela n'interdit pas, bien entendu, de travailler sur le passé, et c'est bien ce que j'ai fait pour étudier l'évolution en longue période des inégalités des chances scolaires et sociales dans la société française. Mais c'est alors un intérêt pour le passé en tant qu'il permet de mieux situer le présent afin, autant qu'il est possible, de mieux le comprendre. J'ai en revanche peu de goût pour l'examen du passé pour lui-même, comme pour l'analyse de ce que nos grands anciens – les pères fondateurs de la sociologie – ont voulu dire car, comme l'écrit Robert Merton dans les premières pages de ses *Éléments de théorie et de méthode sociologique* – je cite – « Une science qui hésite à oublier ses fondateurs est perdue ».

Une sociologie positive, c'est aussi pour moi une sociologie qui cherche à être *utile* de par les questions qu'elle entend traiter. Je sais bien que je m'aventure ici sur un terrain difficile ou délicat, et qu'il ne saurait être question d'assigner à la recherche scientifique une visée trop immédiatement utilitaire ou appliquée. Mais, tout en reconnaissant cela, je veux néanmoins affirmer que la recherche en sociologie ou, plus généralement, en sciences sociales a une *responsabilité* envers la société et que, pour cette raison, tous les objets d'étude ne revêtent pas la même importance ou les mêmes enjeux. Reconnaître cela m'a d'ailleurs conduit à rejoindre, il y a un an et demi, une unité de recherche qui se situe à l'interface du monde de la recherche et de celui de la statistique publique. Je suis heureux de ce choix et souhaite aujourd'hui le confirmer. À cet égard et en reprenant la distinction qu'a élaborée Raymond Boudon entre la sociologie *caméraliste* ou *informative* – qui produit des données et des analyses pour éclairer la décision publique et améliorer sa pertinence – et la sociologie *cognitive* ou *scientifique* – dont le programme est l'explication des phénomènes sociaux non immédiatement intelligibles – je suis pleinement convaincu que chacune de ces deux sociologies est susceptible de bénéficier d'une relation de coopération et de complémentarité avec l'autre.

Une sociologie positive, c'est aussi fondamentalement une sociologie qui vise à répondre à des *questions empiriques* sur la société, beaucoup plus qu'une sociologie qui vise à exprimer des thèses, à élaborer des théories généralisantes ou des classifications surplombantes. Est-il vrai que le *flux* a été constant, pour reprendre le titre du bel ouvrage de Robert Erikson et John Goldthorpe publié en 1992 ? C'est-à-dire, est-il vrai qu'au sein des sociétés modernes *rien* n'a varié au cours du temps dans le lien qui unit l'origine sociale des individus et la position qu'ils atteignent ? De même, est-il vrai qu'au sein de la société française et durant toutes les décennies du XX^e siècle, l'inégalité des chances scolaires est restée strictement inchangée ? Ou encore, comment expliquer que, lorsqu'ils sont comparés à d'autres

élèves de même situation familiale et sociale, les enfants d'immigrés connaissent aujourd'hui, dans l'enseignement du second degré, de *meilleurs* parcours scolaires que leurs condisciples et quel est, à cet égard, le rôle des aspirations scolaires des familles ? Telles sont les questions de recherche auxquelles je me suis efforcé d'apporter des réponses aussi précises que possible, en mobilisant des matériaux d'enquêtes nationales et représentatives. Affirmer ce primat de l'analyse empirique dans ma démarche, ce n'est pas pour autant renoncer à toute tentative de théorisation, mais c'est beaucoup plus replacer cette théorisation à ce qui me paraît devoir être sa *juste place*, celle d'un énoncé synthétique provisoire dont il y a tout lieu de penser qu'il sera, un jour ou l'autre, au moins partiellement remis en cause par les *progrès* de la recherche empirique, dans les données ou dans les méthodes qu'elle est susceptible de mobiliser. Car, en sociologie comme ailleurs, la notion de cumulativité a un sens et la recherche empirique progresse. C'est là un point que je voudrais dès maintenant préciser.

Je m'appuierai pour cela sur un beau texte de John Goldthorpe, non encore publié mais disponible sur le site Internet du Département de Sociologie de l'Université d'Oxford et qui s'intitule « *Progress in sociology: the case of social mobility research* ». John Goldthorpe y développe la thèse – que je crois juste – selon laquelle le champ de recherche sur la mobilité sociale constitue précisément un domaine de la sociologie dans lequel la notion de progrès a un sens. Ce progrès a tout d'abord pris la forme d'une entreprise *collective*, au sens où il y a tout lieu de penser que, si telle ou telle avancée n'avait pas été réalisée par les sociologues X ou Y, alors très probablement, ce serait W ou Z qui l'aurait apportée. Plus généralement, ce progrès a été accompli sous le triple aspect des données, des concepts et instruments d'analyse, et des résultats empiriques. Premièrement, sous l'angle des données, à la fois dans leur complétude et leur qualité, il n'y a évidemment rien de commun entre celles assez parcellaires et hétérogènes qu'utilisait Sorokin en 1927 et, par exemple, celles qui ont été mises à profit dans l'ouvrage *Social mobility in Europe* paru en décembre dernier et qui étudie l'évolution en trois décennies de la mobilité entre générations dans onze pays européens. Ce point est important car, à bien des égards, c'est la disponibilité de données plus complètes et de meilleure qualité qui peut permettre l'obtention de résultats nouveaux et plus précis. Deuxièmement, sous l'angle des concepts et instruments d'analyse, le progrès a aussi été important et fortement lié à l'avancée de la méthodologie statistique. On est ainsi devenu progressivement capable de mieux discerner comment l'association statistique entre origine et position sociales est médiatisée par des caractéristiques intermédiaires, notamment l'éducation. De même, la distinction, permise par les modèles log-linéaires, entre taux absolus et taux relatifs de mobilité s'est imposée comme une distinction très féconde pour l'analyse des sociétés. C'est donc au travers de la résolution progressive de problèmes techniques que des avancées importantes du point de vue conceptuel ont pu être réalisées. Troisièmement, sous l'angle des résultats ou des découvertes, on a pu progressivement mettre en évidence une série de régularités empiriques qui se sont révélées décrire un ensemble assez large de contextes nationaux, institutionnels et culturels. Pour ne prendre qu'un exemple, j'ai pu

retrouver sur le cas de la France un résultat que Michael Hout avait mis en évidence pour les États-Unis : le fait que l'association partielle – ou directe – entre origine et position sociales est tendanciellement plus faible à mesure que l'on considère des individus plus diplômés. Tous ces développements ont aussi été accompagnés d'une avancée théorique vers l'explication des régularités empiriques mises en évidence. Et Goldthorpe de conclure que le RC28, c'est-à-dire le lieu international dans le cadre duquel s'accomplit, depuis 1950, cette recherche, a largement fonctionné en adoptant les normes spécifiques qu'identifiait Merton comme formant l'*ethos* institutionnalisé de la science. Notamment *l'universalisme*, c'est-à-dire le rejet de l'idée selon laquelle les énoncés scientifiques dépendent des attributs personnels ou sociaux de ceux qui les énoncent ; *le communisme*, au sens où tous les résultats de recherche, comme produits d'une activité collaborative, doivent être disponibles dans le domaine public ; *le désintéressement* au sens du rejet de la fraude en vue d'un avantage personnel ; *le scepticisme organisé* comme posture méthodologique ; enfin *l'humilité*, au sens de la reconnaissance du fait que l'on travaille et que l'on s'inscrit dans une tradition scientifique plutôt que de chercher à créer son propre « système » personnel.

S'inscrire dans une sociologie positive, c'est donc aussi placer la réflexion méthodologique et *l'art* de la méthode au cœur de l'activité de recherche. Parce que, depuis quelques années, je me suis beaucoup attaché à la question de savoir si, en France, le *flux* était resté constant, je voudrais le dire ainsi. Il y a *un seul* degré de liberté de moins, ou *un seul* paramètre supplémentaire, dans le modèle qui autorise une tendance linéaire dans la variation de la fluidité sociale, par rapport au modèle qui décrit une fluidité rigoureusement constante. Pourtant, les énoncés sociologiques qui découleront de la sélection de l'un, plutôt que de l'autre, des deux modèles seront nettement différents. En d'autres termes, sur ces questions, le travail scientifique commence véritablement lorsque nous tirons toutes les conséquences du fait que notre pouvoir se limite – *mais c'est déjà beaucoup !* – à ceci : mettre à profit les meilleures données dont nous disposons, utiliser les nomenclatures qui décrivent la structure sociale le plus fidèlement, tirer parti des modèles d'analyse les plus précis en vue de parvenir aux résultats empiriques les mieux fondés, et ce n'est qu'à partir de là qu'il est possible de conclure en direction de l'une ou l'autre des deux thèses. Ou encore, si vous m'autorisez, l'espace d'un instant, à citer Durkheim, dans la préface de la première édition des *Règles de la méthode sociologique* : « À moins donc qu'on ne prête au sens commun, en sociologie, une autorité qu'il n'a plus depuis longtemps dans les autres sciences – et on ne voit pas d'où elle pourrait lui venir – il faut que le savant prenne résolument son parti de ne pas se laisser intimider par les résultats auxquels aboutissent ses recherches, si elles ont été méthodiquement conduites. » (fin de citation)

Sur le plan de la méthode également, je voudrais dire aujourd'hui combien je reste frappé par la lenteur avec laquelle l'analyse de régression s'est introduite parmi les techniques statistiques considérées comme *légitimes* par les sociologues français. Un bon indice en est l'invocation fréquente

de l'argument du renne au Sahara et du chameau au Pôle Nord. Mais en vérité, *rien* ne permet de penser que la compréhension que l'on a aujourd'hui de l'analyse de régression n'a *en rien* progressé depuis 1935, date à laquelle Halbwachs écrivait. Et, en réalité, ce n'est pas l'analyse de régression que l'auteur évoquait, mais la méthode de la population type. Pour cette raison, j'ai voulu développer une réflexion, fondée sur des données simulées, qui vise à établir, aussi clairement que possible, qu'une interprétation réaliste des coefficients de régression peut être soutenue. Pour le dire en un mot, dans un modèle de régression multiple où l'origine sociale et l'origine nationale comptent parmi les variables explicatives introduites, le coefficient de régression partiel associé à l'origine étrangère reflète bien, d'abord et avant tout, la situation relative de ces élèves par rapport aux autres, à *l'intérieur des milieux populaires ou défavorisés*. J'espère que le cours de cette séance fournira l'occasion de revenir sur ces aspects.

S'inscrire dans une sociologie positive, c'est aussi, comme le soulignait Goldthorpe, assumer le caractère résolument public de ses résultats de recherche comme de ses démonstrations. À cet égard, je voudrais dire aujourd'hui combien je suis heureux d'avoir dû me soumettre à cette discipline lorsque j'ai été invité à participer au programme comparatif international sur l'évolution de la mobilité sociale. Il m'a fallu en effet mettre à disposition les données françaises, de sorte que plusieurs collègues étrangers ont été en mesure de les réanalyser et, ce faisant, de reproduire et de confirmer ainsi mon résultat d'une lente augmentation de la fluidité sociale en France, sur le quart de siècle considéré. La corroboration ou l'absence de corroboration par autrui d'un résultat scientifique constitue, dans toutes les sciences, une procédure par laquelle les controverses sont susceptibles d'être dénouées. L'affaire de la mémoire de l'eau, voici quelques années, l'a bien montré. Et il n'y a pas de raison que la même procédure ne joue pas le même rôle en sociologie.

Mais il reste encore un aspect de la sociologie positive qui doit être évoqué : celui, important, du rapport entre science et idéologie, ou, pour parler comme Max Weber, du rapport entre le monde du savant et le monde du politique. Commençons par l'exprimer en ces termes. Soit les deux énoncés suivants : « la fluidité sociale a légèrement augmenté en France durant quarante années » et « les élèves étrangers ont de moins bons parcours scolaires que l'ensemble de leurs condisciples, mais leurs parcours sont en réalité meilleurs que ceux de leurs condisciples de même condition familiale et sociale ». Je veux affirmer ici solennellement que le fait qu'un scientifique énonce ces résultats n'implique *rien* quant à l'urne dans laquelle le citoyen qui lui correspond dépose son bulletin de vote. Mais je voudrais aussi reprendre la même question en m'appuyant sur un extrait d'un universitaire français contemporain de grand renom dont vous me permettrez de taire provisoirement le nom. Je cite.

« Une fois qu'il est bien défini, un programme de recherches ne devrait pas être influencé dans son exécution par ce qui apparaissait a priori comme souhaitable au chercheur. Or il arrive que cette règle soit mal suivie. Dans le domaine économique et social les préférences idéologiques constituent évidemment un motif, beaucoup plus fort que dans les sciences de la nature, de se réjouir ou de déplorer un résultat. La tentation est forte de le publier largement dans le premier cas et de le dissimuler dans le second ; dans les cas plus ambigus, qui sont les plus fréquents, des distorsions peuvent aussi provenir de sélections analogues pratiquées à un stade antérieur de l'investigation. (...) Il s'agit clairement de questions concernant l'objectivité puisque celle-ci suppose l'impartialité et l'absence de parti pris. Or l'idéal d'objectivité est inhérent à la science puisque celle-ci vise à dégager des résultats qui s'imposent à tous et qui conduisent à une même compréhension des phénomènes. Comme tout idéal il n'est jamais parfaitement atteint ; mais cela n'affecte en rien sa nécessité. Dans les sciences sociales, l'économie en particulier, l'idéal d'objectivité doit être d'autant plus présent à l'esprit du chercheur que la tentation d'en dévier est plus grande et que toute déviation est finalement nuisible au progrès à long terme des connaissances, la seule chose qui importe vraiment. » (fin de citation)

Ces phrases sont de Monsieur Edmond Malinvaud dans ses *Voies de la recherche macroéconomique*, ouvrage publié en 1991, et je voudrais dire aujourd'hui dans cette enceinte combien je suis impressionné par la manière dont il a su allier la recherche académique et un engagement au service de la statistique publique. Mais je voudrais dire aussi combien je suis préoccupé par le fait qu'en France, et beaucoup plus que dans d'autres pays comparables, il est encore fréquent que les sociologues choisissent délibérément de s'adresser en premier lieu à un public large plutôt qu'à la communauté de leurs pairs, court-circuitant ainsi l'évaluation indispensable de leurs travaux par la communauté scientifique. À cet égard, l'article, oublié aujourd'hui, de Raymond Boudon sur « *L'intellectuel et ses publics : les singularités françaises* » conserve une actualité criante.

Je voudrais enfin conclure cette intervention en évoquant concrètement comment, au détour des travaux les plus techniques, le problème de la relation entre science et idéologie peut surgir à l'improviste. Soit l'analyse de l'évolution historique de l'inégalité des chances scolaires en France. Elle peut être conduite selon deux grandes perspectives. La première est *non conditionnelle* au sens où, pour chacune des générations considérées, elle raisonne sur la totalité de la population, et le résultat est alors le suivant : le lien entre origine sociale et diplôme obtenu a diminué légèrement et irrégulièrement en France au cours du XX^e siècle. La seconde perspective est *conditionnelle* au sens où, pour chacune des générations considérées, elle raisonne sur une fraction de la population. Par exemple, on peut considérer dans chaque génération les seuls titulaires d'un baccalauréat général et examiner alors le lien entre leur origine sociale et le fait qu'ils obtiennent, ou non, un diplôme de l'enseignement supérieur. Le résultat est alors le suivant : parmi les seuls bacheliers généraux, le lien

entre origine sociale et possession / non-possession d'un diplôme du supérieur s'est régulièrement renforcé. Ainsi, perspective non conditionnelle et perspective conditionnelle fournissent, sur la dynamique temporelle, des résultats contradictoires. Que faut-il dès lors en conclure ?

La première solution – que je refuse – consisterait à sombrer dans le relativisme : puisque des procédures scientifiques rationnelles produisent des résultats apparemment inconciliables, il faut en déduire que la science est impuissante et qu'il ne reste qu'à choisir, parmi les deux résultats, celui que l'on *préfère*. La deuxième solution serait probablement celle adoptée par la majorité des sociologues français aujourd'hui. Elle consiste à mettre l'accent sur le résultat de l'approche conditionnelle : celui-ci démontrerait qu'avec l'expansion du système éducatif, l'inégalité liée à l'origine sociale n'a en rien diminué, mais n'a fait que se déplacer puisqu'elle s'est renforcée dans le haut du système. Il n'est pas certain cependant qu'une telle conclusion soit absolument convaincante car l'approche conditionnelle, dans sa logique, n'est pas au dessus de tout soupçon. En effet, avec l'expansion du système éducatif, les titulaires d'un baccalauréat général sur lesquels on raisonne représentent une fraction croissante de la population de chaque génération. Étant croissante, cette fraction pourrait être progressivement plus *hétérogène* sous l'angle de caractéristiques *non observées* dans les enquêtes, mais qui affectent la réussite scolaire, telles que la motivation ou les aptitudes individuelles. Dès lors, si ces caractéristiques non observées sont corrélées à l'origine sociale, il n'est pas certain que le renforcement du lien entre origine sociale et possession / non-possession d'un diplôme du supérieur traduise autre chose que cette hétérogénéité croissante des bacheliers généraux. Un tel argument a été avancé dès 1981 par le sociologue américain Robert Mare et il a été aussi repris, sous le nom de biais de sélection dynamique, par les économistes Stephen Cameron et Jim Heckman dans un article du *Journal of Political Economy* de 1998. Madame, Messieurs, je vous remercie de votre attention.